



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique N° 142 – 1^{er} trimestre 2010

Sommaire

Synthèse de la conjoncture	3
1. La conjoncture internationale et nationale.....	4
2. La conjoncture à la Guadeloupe.....	5
<u>Annexes statistiques</u>	10
Note méthodologique.....	11
Vue d'ensemble.....	13
1. Les entreprises.....	14
1.1 L'offre de biens et services par secteur.....	14
1.1.1 Agriculture, élevage et pêche.....	14
1.1.2 Industrie agro-alimentaire.....	15
1.1.3 Autres industries.....	17
1.1.4 Bâtiment et travaux publics.....	18
1.1.5 Le commerce.....	20
1.1.6 Hôtellerie - Tourisme.....	21
1.1.7 Services aux entreprises.....	22
1.2 L'investissement des entreprises.....	23
1.3 Les conditions de financement des entreprises.....	23
1.4 La vulnérabilité des entreprises.....	24
2. Les ménages.....	25
2.1 La consommation des ménages.....	25
2.2 L'investissement des ménages.....	25
2.3 La vulnérabilité des ménages.....	26
3. Indicateurs macro-économiques.....	27

**Synthèse
de la conjoncture**

1 – La conjoncture internationale et nationale

Une reprise modérée à plusieurs vitesses

Au premier trimestre 2010, la reprise économique s'est poursuivie mais à des allures différentes, timidement dans beaucoup de pays avancés et vigoureusement dans la plupart des pays émergents. Les tensions inflationnistes mondiales sont restées faibles en raison d'importantes capacités de production inutilisées, tandis que les prix des matières premières continuent de progresser.

Les Etats-Unis continuent de s'inscrire sur une trajectoire de reprise. Le PIB en volume a progressé au premier trimestre de 3,2 %, après 5,6 % en rythme annualisé¹ au quatrième trimestre 2009. Le regain de la consommation finale des ménages a notamment permis de compenser les effets négatifs de la baisse des dépenses publiques et d'une moindre progression des exportations relativement aux importations. Les caractéristiques du marché de l'emploi montrent qu'il s'agirait d'une reprise sans emploi (taux de chômage toujours proche de 10 %, recours aux pratiques d'emplois à flux tendus, changements économiques structurels). Le taux d'inflation est de 2,3 % en glissement annuel en mars. La Réserve Fédérale a continué de maintenir ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au Japon, l'amélioration de la situation économique s'est poursuivie avec d'une part, la consolidation de la confiance des chefs d'entreprise et d'autre part, une reprise des exportations dans le secteur manufacturier. Les prix à la consommation ont de nouveau été en recul à -1,1 % en mars.

Au Royaume-Uni l'amélioration progressive de la situation économique s'est poursuivie avec une croissance du PIB en volume à 0,2 % en rythme trimestriel après 0,4 % au quatrième trimestre. L'inflation s'est de nouveau accélérée, s'établissant à 3,4 % en mars.

La zone euro enregistre une progression modérée de son PIB en volume à 0,2 % au premier trimestre après 0 % au quatrième trimestre 2009. La production industrielle poursuit sa reprise et progresse de 1,3 % en mars 2010 sur un mois et de 6,9 % sur un an. La hausse annuelle de l'IPCH² dans la zone euro s'est établie à 1,5 % en avril 2010, du fait notamment des tensions à la hausse sur les prix de l'énergie. Le taux de chômage dans l'UE27 s'est accru pour atteindre 9,6 % au premier trimestre après 9,4 % au dernier trimestre 2009. La Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangé le taux d'intérêt de ses opérations principales de refinancement à 1 %.

En France, le PIB décélère au premier trimestre à 0,1 % après 0,5 % au trimestre précédent. La consommation des ménages, stable sur le trimestre (0 % après 0,9 %), et la nouvelle diminution de l'investissement, ont contribué négativement à la croissance. A la différence du dernier trimestre 2009, la contribution du solde extérieur a été positive avec une accélération des exportations et une décélération des importations. La production a légèrement ralenti (0,2 % après 0,6 %) notamment du fait du fléchissement de la production de biens d'équipement. Le taux de chômage s'établit à 10,1 % au premier trimestre après 10 % au dernier trimestre 2009. L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,7 % sur un an en avril, lié principalement à une nouvelle hausse des prix de l'énergie.

La reprise dans la plupart des pays émergents a été relativement plus vigoureuse, du fait notamment d'un regain de leurs exportations plus important que prévu, conjugué au renforcement de leur demande intérieure. La Chine a enregistré une croissance de 11,9 %³ soit la plus forte enregistrée depuis le dernier trimestre 2007. Dans les pays d'Amérique latine la production industrielle a progressé à des rythmes soutenus (18,4 % au Brésil, 11,0 % en Argentine), et les taux d'inflation sont restés élevés (9,7 % en Argentine, 5 % au Mexique).

¹ Soit en rythme trimestriel, 1,4 % au 4^e trimestre 2009 et 0,8 % au 1^{er} trimestre 2010.

² L'indice des prix à la consommation harmonisé

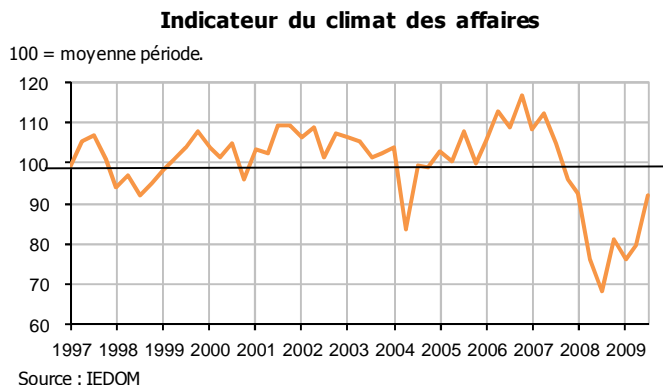
³ Soit 2,85 % en rythme trimestriel.

2 – La conjoncture à la Guadeloupe

2010 en attente de la reprise

Après une fin d'année 2009 qui avait laissé entrevoir quelques signes d'amélioration, la reprise de l'activité se fait encore attendre en début d'année 2010.

L'indicateur du climat des affaires a poursuivi son redressement au premier trimestre 2010 (+12,1 points), mais demeure néanmoins inférieur à sa moyenne de longue période depuis huit trimestres consécutifs.

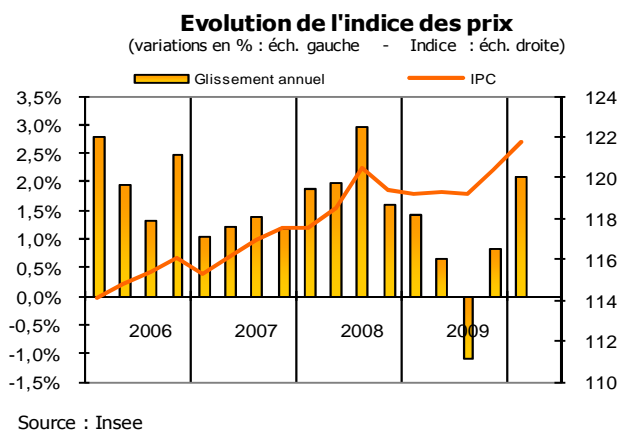


L'activité dans la plupart des secteurs peine encore à retrouver son sentier d'équilibre. Dans un contexte d'incertitudes économiques persistant marqué par le retour à une inflation modérée, la consommation des ménages apparaît en berne et l'investissement des entreprises fléchit. La situation sur le marché de l'emploi connaît une légère embellie au premier trimestre 2010 (-0,2 % de demandeurs d'emploi de catégorie A par rapport au trimestre précédent). Pour le second trimestre, seuls les professionnels du secteur des services aux entreprises anticipent la reprise de leur courant d'affaires.

Nouvelle hausse des prix

A la fin du premier trimestre 2010, l'indice des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe progresse de 1,1 %, après +1,0 % à fin décembre 2009. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des prix des services (+2,3 %) et des prix de l'énergie qui augmentent de 2,6 % sous l'effet de l'augmentation des prix des carburants. L'indice des prix de l'alimentation s'accroît très légèrement (+0,2 %), conséquence de la hausse des prix de l'alimentation hors produits frais.

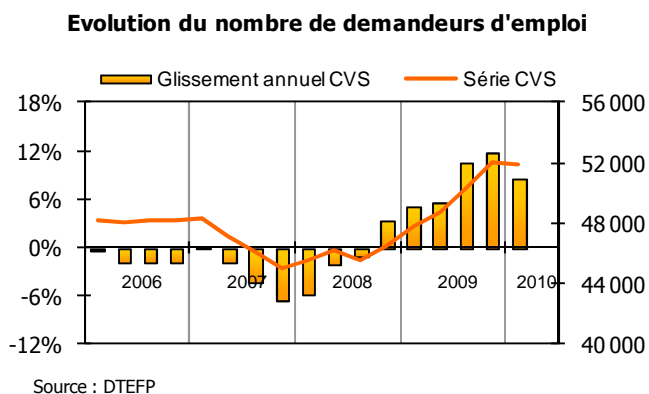
Sur les douze derniers mois, avec une hausse de 2,1 %, l'inflation en Guadeloupe est plus marquée que dans les autres DOM, en raison de la forte progression des prix de l'énergie (+7,3 %). Hors énergie, l'évolution de l'indice des prix aurait été de +1,6 %.



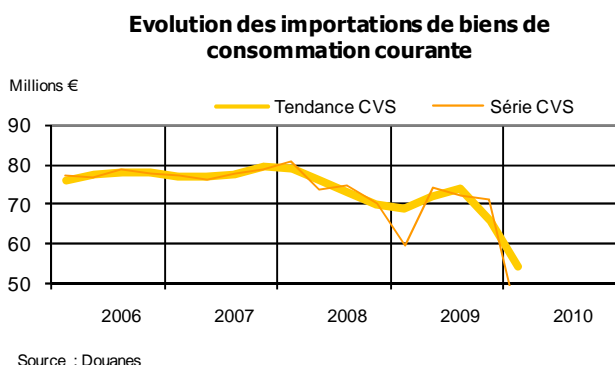
Légère embellie sur le marché du travail

Au premier trimestre 2010, le marché du travail semble se redresser : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 51 890, soit une baisse par rapport au trimestre précédent de 0,2 % qui rompt avec la tendance haussière enregistrée au cours de l'année écoulée. Sur un an, la croissance du nombre de demandeurs d'emploi ralentit de 11,8 % en décembre 2009 à 9,2 % à mars 2010.

Les offres d'emplois collectées par le Pôle Emploi affichent une progression de 12,8 % sur un an tandis que le nombre de Rmistes augmente de 21,2 %. Ces évolutions doivent être relativisées car les niveaux de l'an dernier étaient très faibles.



La consommation des ménages en berne



Affectée par les tensions relevées sur les prix, la consommation des ménages enregistre un net fléchissement. Les importations de biens de consommation affichent une diminution de 49 % par rapport au dernier trimestre 2009. Les importations de produits agroalimentaires suivent un mouvement similaire mais plus mesuré (-1,9 %). Parallèlement, l'effet « prime à la casse » s'estompe progressivement. Sur les deux premiers mois de l'année, les ventes de véhicules de tourisme ont reculé de 6,5 % par rapport à la même période en 2009 qui accusait déjà un tassement de l'activité par rapport à 2008 (-35,5 %).

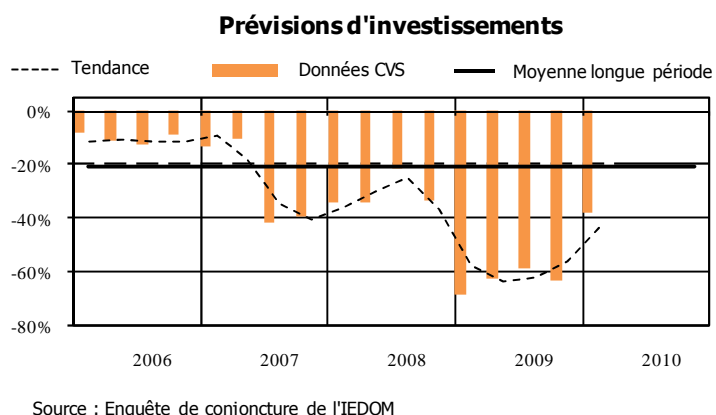
A la fin du mois de mars, l'encours des crédits à la consommation enregistrait une baisse de 0,3 % en variation trimestrielle, après +1,8 % en décembre 2009.

La mauvaise orientation de ces indicateurs est corroborée par la morosité de l'activité des entreprises du secteur du commerce, ainsi que par la dégradation de leur trésorerie et le niveau élevé de leur stock de produits finis.

La vulnérabilité des ménages s'est par ailleurs détériorée. On observe un accroissement significatif des retraits de cartes bancaires (+14,8 % en variation trimestrielle) et une progression du nombre de dossiers de surendettement (+ 6,3 %).

L'investissement toujours atone

Dans un contexte d'incertitudes économiques persistant, les intentions d'investissement des chefs d'entreprise sont restées négatives. Les importations de biens d'équipement s'inscrivent en repli de 6,8 % en variation trimestrielle tandis que les attestations de Consuel relatives aux locaux commerciaux et industriels neufs diminuent de 6,6 %. L'encours des crédits à l'investissement des entreprises poursuit sa baisse en glissement annuel (-3,7 % à fin mars après -4,5 % au trimestre précédent).



La morosité de l'investissement est à rapprocher de l'aggravation des indicateurs de vulnérabilité des entreprises. En l'espace de huit ans, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire atteint de nouveau un record historique (3 027 personnes après 3 023 en septembre 2009).

Les radiations d'entreprises (liquidations judiciaires et cessations d'activités) augmentent de 5,9 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2009 (+13,1 % en glissement annuel).

L'investissement des ménages apprécié à travers le nombre d'attestations de conformité de logements neufs fléchit de 4,6 % par rapport au trimestre précédent. Le rythme de croissance de l'encours des crédits à l'habitat se maintient (+5,9 % en glissement annuel à fin mars après +5 % à fin décembre). Il reste néanmoins inférieur de moitié à l'évolution enregistré un an auparavant (+ 8,4 % entre mars 2009 et mars 2008).

Contraction des échanges commerciaux

A fin mars 2010, le volume des échanges commerciaux s'est fortement réduit, avec une baisse des importations (-16,9 %) et des exportations (-13,2 %) par rapport à fin 2009. Dans le détail, la chute des importations de biens de consommation courante (-49 %) et des biens intermédiaires (-17 %) a fortement contribué à cette baisse.

Conjoncture économique

Quant aux exportations, elles diminuent de 13 % sous l'effet, notamment, de la chute des exportations de bananes (-51,7 % par rapport au trimestre précédent), dont la récolte a été suspendue au mois de mars en raison de la détérioration de la production par les cendres volcaniques.

L'activité peine à revenir sur son sentier d'équilibre

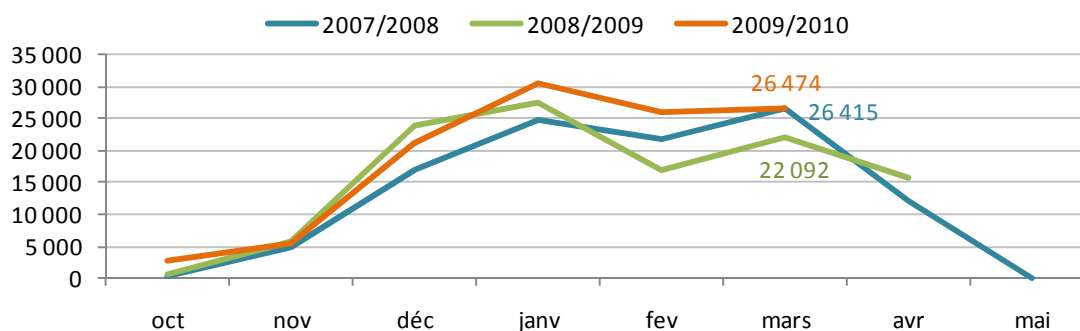
Après avoir bénéficié du rebond de la consommation des ménages en fin d'année 2009, l'**activité commerciale** s'est de nouveau affaiblie. Cette tendance s'est accompagnée d'une réduction des effectifs, de tensions sur la trésorerie et de l'alourdissement des charges des entreprises. Dans le commerce automobile, l'embellie apportée par la prime à la casse a fini par s'essouffler. Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme fléchit sur les deux premiers mois de l'année de 6,5 % par rapport à la même période en 2009 et de 48,1 % par rapport à 2008.

Dans le secteur du **tourisme**, les différents indicateurs disponibles mettent en évidence une nette progression de la fréquentation touristique sur un an, qui traduit essentiellement un effet de rebond, compte tenu des événements sociaux de l'année 2009.

Le déficit de fréquentation dans l'**hôtellerie** demeure important : les nuitées du premier trimestre 2010 sont inférieures de 32 % à celles de 2008 et de 48 % à celles de 2007, malgré l'augmentation de la durée moyenne de séjour entre le début et la fin de la saison touristique (de 2,8 jours en novembre 2009 à 4 jours à fin mars 2010). Le taux d'occupation moyen recule de 3,4 points par rapport au premier trimestre 2007. Par ailleurs, le nombre de chambres offertes diminue de 12 % par rapport à 2008 (-16 % par rapport à 2007).

En cumul à fin mars 2010, le **trafic de passagers à l'aéroport** augmente de 19,1 % par rapport à 2009 mais affiche un recul en comparaison des chiffres de 2008 (-10,8 %) et 2007 (-4,7 %). Seule l'activité de croisière reste bien orientée. Mois après mois, les croisiéristes recensés sont de plus en plus nombreux et la saison en cours, avec plus de 112 000 visiteurs accueillis en Guadeloupe à fin mars, est à ce stade la meilleure des quatre dernières années.

Nombre de croisiéristes selon les saisons touristiques



Source : Port Autonome de la Guadeloupe

La situation du secteur du **BTP** reste préoccupante. Les anticipations à la hausse de l'activité par les professionnels du secteur au dernier trimestre 2009 ne se sont pas confirmées. Les délais de règlement de la clientèle ont continué à se détériorer et la trésorerie s'est réduite en raison notamment de la très forte diminution des prix de vente et de l'alourdissement des charges. Les effectifs sont en baisse et les professionnels du BTP n'évisagent pas de recruter au second trimestre.

Les statistiques relatives à la consommation de ciment et aux attestations du Consuel pour les logements et locaux neufs ressortent en repli respectivement de -2,1 % et -6,6 % par rapport au trimestre précédent (-2,9 % et -3,7 % à fin décembre).

Pour les mois à venir, les chefs d'entreprise prévoient une moindre dégradation de l'activité et restent en attente de signes de reprise provenant de la commande publique ou encore du secteur privé. Les travaux de rénovation urbaine des Abymes/Pointe-à-Pitre, débutés en partie dès la fin de l'année 2009 doivent mobiliser des financements importants sur plusieurs années. A fin mars, le niveau des engagements cumulés de la ligne budgétaire unique s'établit à 22,6 % de la dotation en 2010, en hausse de 16,6 points par rapport à 2009.

Les professionnels du secteur de l'**industrie**, dont l'activité est étroitement liée à celle du BTP, ont enregistré une diminution de leur volume d'affaires et demeurent prudents quant à l'évolution pour les prochains mois.

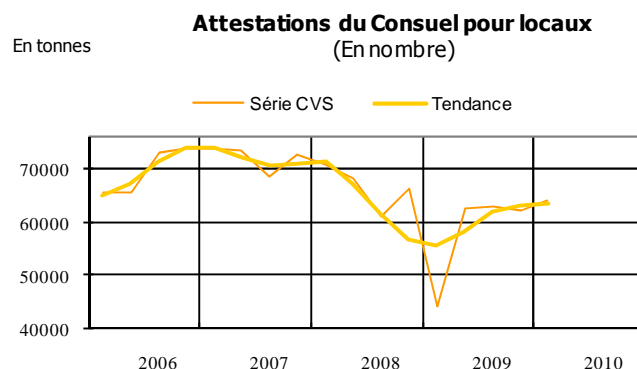
L'activité de l'**agroalimentaire** n'a pas été favorisée par l'épisode volcanique de la soufrière de Montserrat et par la sécheresse qui a sévi dans le département.

Les exportations de bananes chutent de moitié au premier trimestre 2010 (-51,7 % sur un an), en raison de l'arrêt total des expéditions en mars lié à la détérioration de la production par les cendres volcaniques.

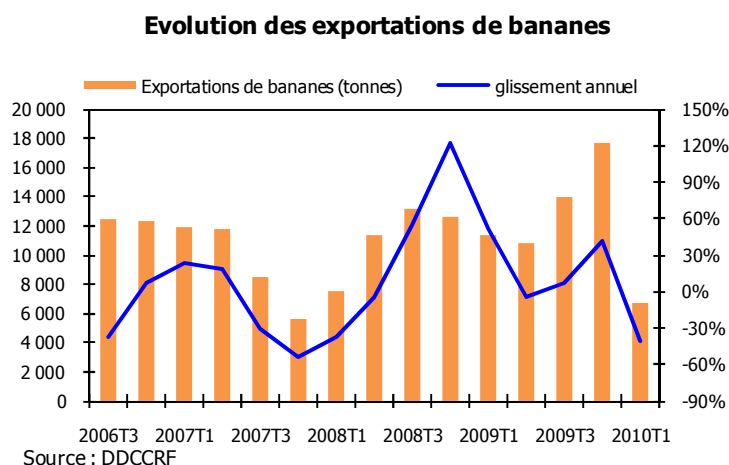
La sécheresse a entraîné une baisse du rendement et de la qualité des produits. Les producteurs de melons estiment que 40 % de la récolte serait non commercialisable. La filière canne-sucre est également impactée. Au début de la campagne, la principale usine du département, Gardel au Moule, a broyé en moyenne 3 900 tonnes de cannes par jour alors qu'elle escomptait en traiter 5 200 tonnes par jour.

Les exportations de rhum industriel, qui représentent près de 80 % des exportations de la branche ont également diminué, soit -5,8 % sur un an à fin mars (contre +17 % à cette période en 2009). En revanche, celles de rhum agricole ont enregistré une forte progression (+ 33,4 % en glissement annuel).

Pour le trimestre prochain les chefs d'entreprise du secteur de l'agroalimentaire restent optimistes, anticipant un retour à l'équilibre de leur activité. Les investissements qu'ils projettent devraient en effet dynamiser leur production.



Source: Ciments Antillais



Source: DDCCRF

Le dispositif de médiation de crédit

Opérationnelle depuis novembre 2008 en France hexagonale comme dans toutes les géographies d'Outre-mer, la médiation du crédit est ouverte à tout chef d'entreprise, artisan, commerçant, profession libérale, créateur ou repreneur d'entreprise, entrepreneur individuel qui rencontre des difficultés de financement (refus de crédit signifiés, exigences accrues en matière de garanties ou d'assurance crédit...).

Les objectifs prioritaires de ce dispositif national d'accompagnement des entreprises sont de ne laisser aucune entreprise seule face à ses problèmes de trésorerie ou de financements, et de veiller au respect des engagements pris par les établissements financiers dans le cadre du plan de soutien à l'économie. Le dépôt de dossier se fait exclusivement sur le site dédié : www.mediateurducredit.fr

En Guadeloupe, et dans les autres départements ultramarins, la médiation du crédit est conduite par le directeur de l'agence de l'IEDOM. L'application des directives gouvernementales a conduit à la création d'une cellule opérationnelle de suivi et d'une commission départementale de financement de l'économie. A l'initiative du préfet de région, ces comités se réunissent régulièrement afin de vérifier le bon fonctionnement des dispositifs mis en place et de dresser un état de la situation économique locale.

Un taux de réussite de 42,3 % à fin mai 2010

Au 31 mai 2010, 131 entreprises avaient saisi la médiation départementale du crédit parmi lesquelles 50 dossiers ont été acceptés et pris en charge par le médiateur ; le taux d'éligibilité s'établit ainsi à 65 %. Au total, à fin mai 2010, 30 dossiers ont connu une issue positive, portant le taux de réussite du dispositif à 42,3 %.

**Annexes
statistiques**

Note Méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner un poids, aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises, proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

L'évolution de la conjoncture

Vue d'ensemble

1. Les entreprises

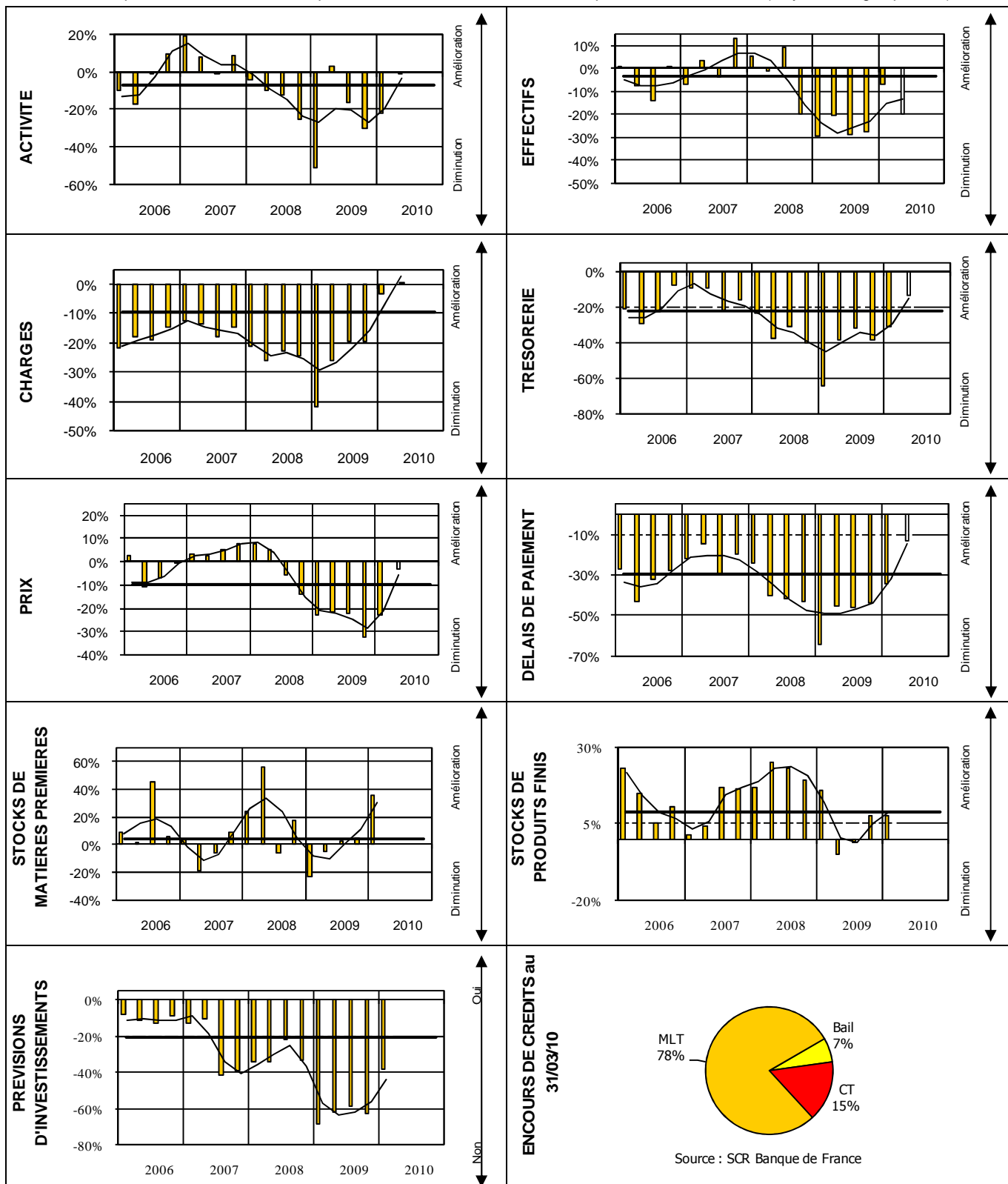
2. Les ménages

3. Indicateurs macro-économiques

Vue d'ensemble

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2010¹

■ activité passée
 activité prévue
 — tendance de l'activité passée
 — Linéaire (Moyenne longue période)

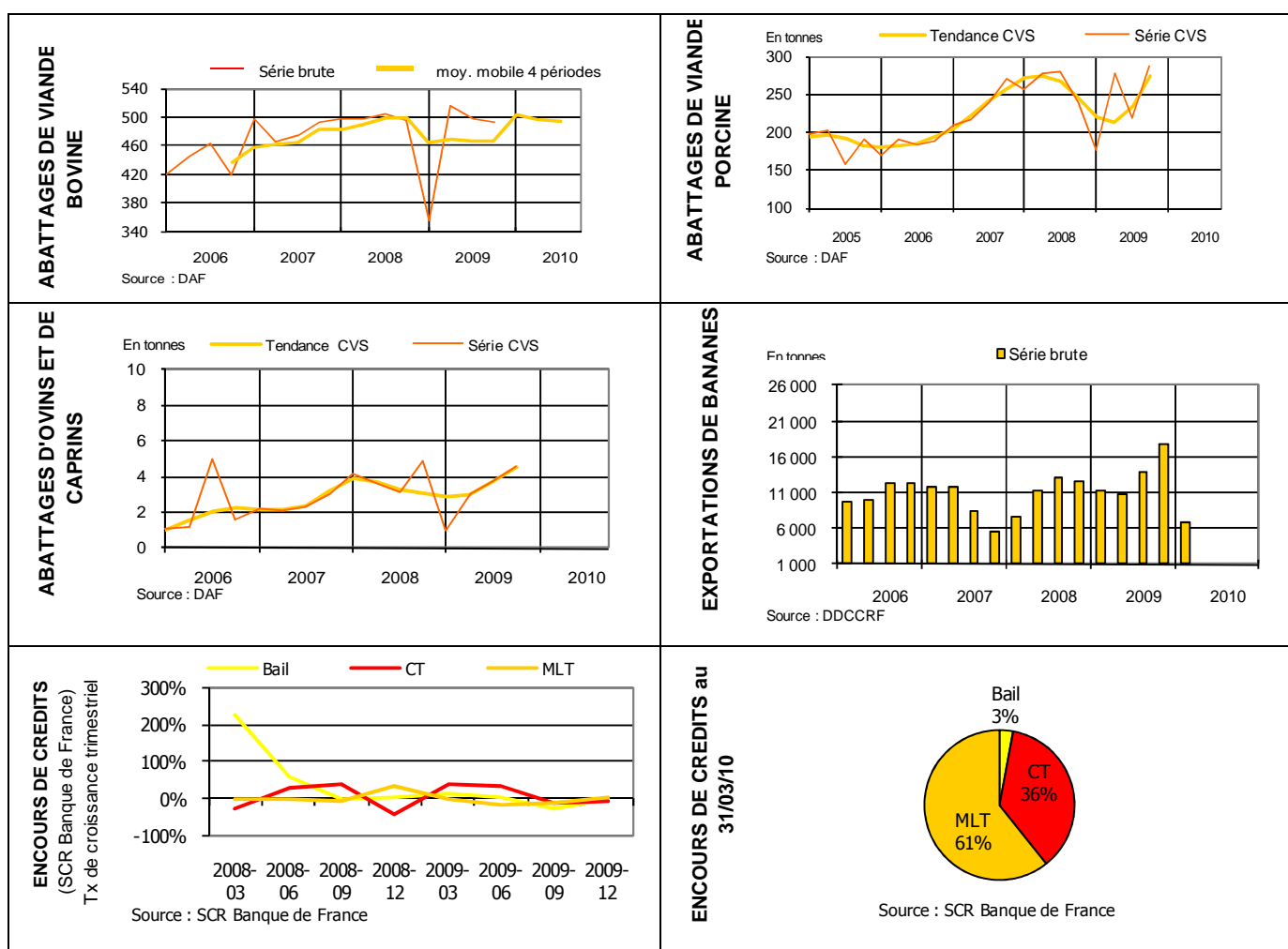


¹ La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

1. Les entreprises

1.1 L'offre de biens et services par secteur

1.1.1 Agriculture, élevage, pêche



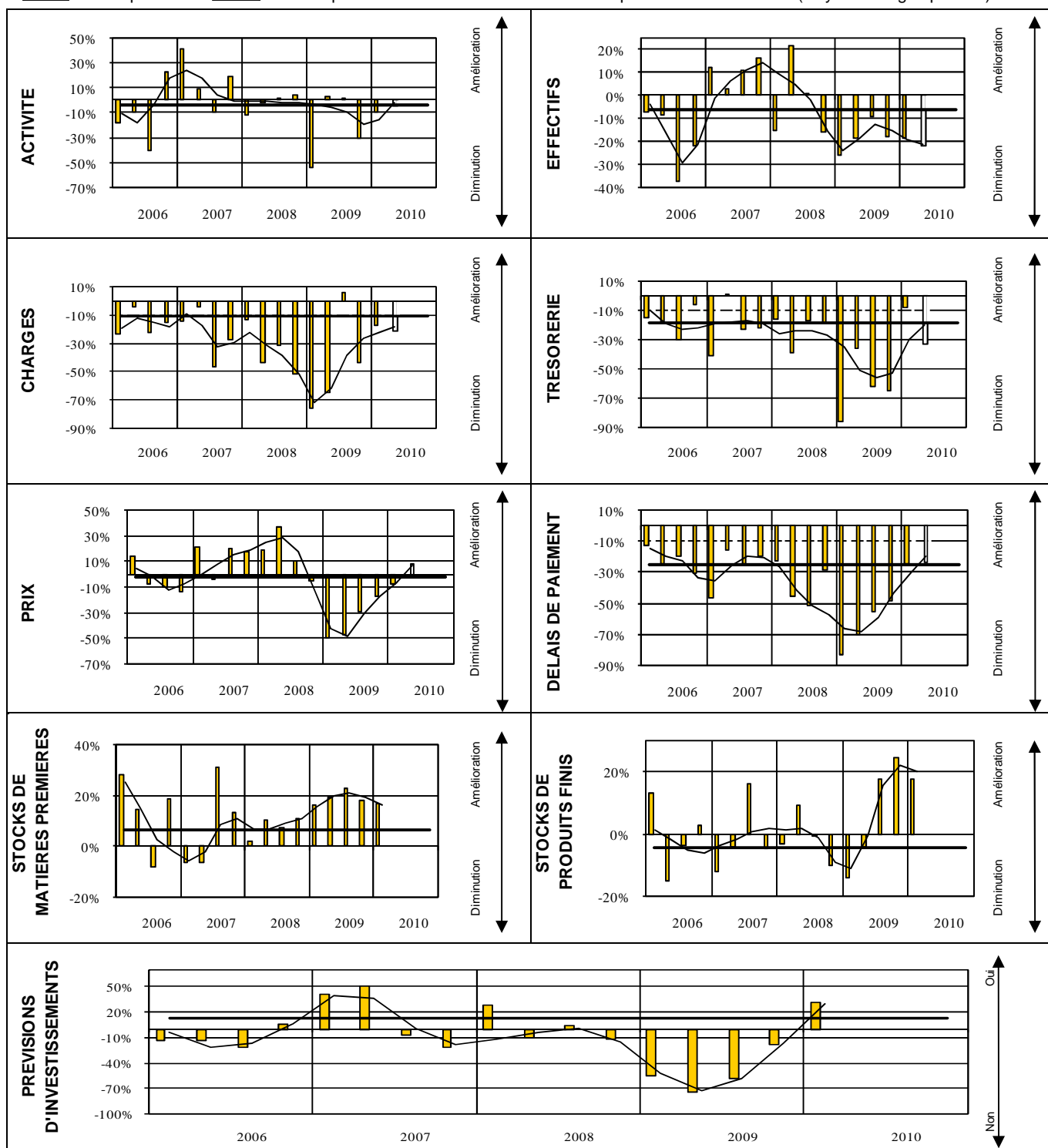
DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Abattages de viande bovine (en tonnes)	420	498	497	355	516	497	494	-	ND	0	ND
Abattages de viande porcine (en tonnes)	137	167	202	137	256	205	393	-	ND	0	ND
Abattages d'ovins et caprins (en tonnes)	1	2	4	1	3	4	4	-	ND	0	ND
<i>Source : DAF</i>											
Exportations de bananes (en tonnes)	9 708	11 926	7 541	11 391	10 821	13 960	13 960	6 748	-51,7%	6 748	-40,8%
<i>Source : DDCCRF</i>											

1.1.2 Industries agroalimentaires

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Agroalimentaire » au 31 mars 2010

■ activité passée □ activité prévue — tendance de l'activité passée — Linéaire (Moyenne longue période)

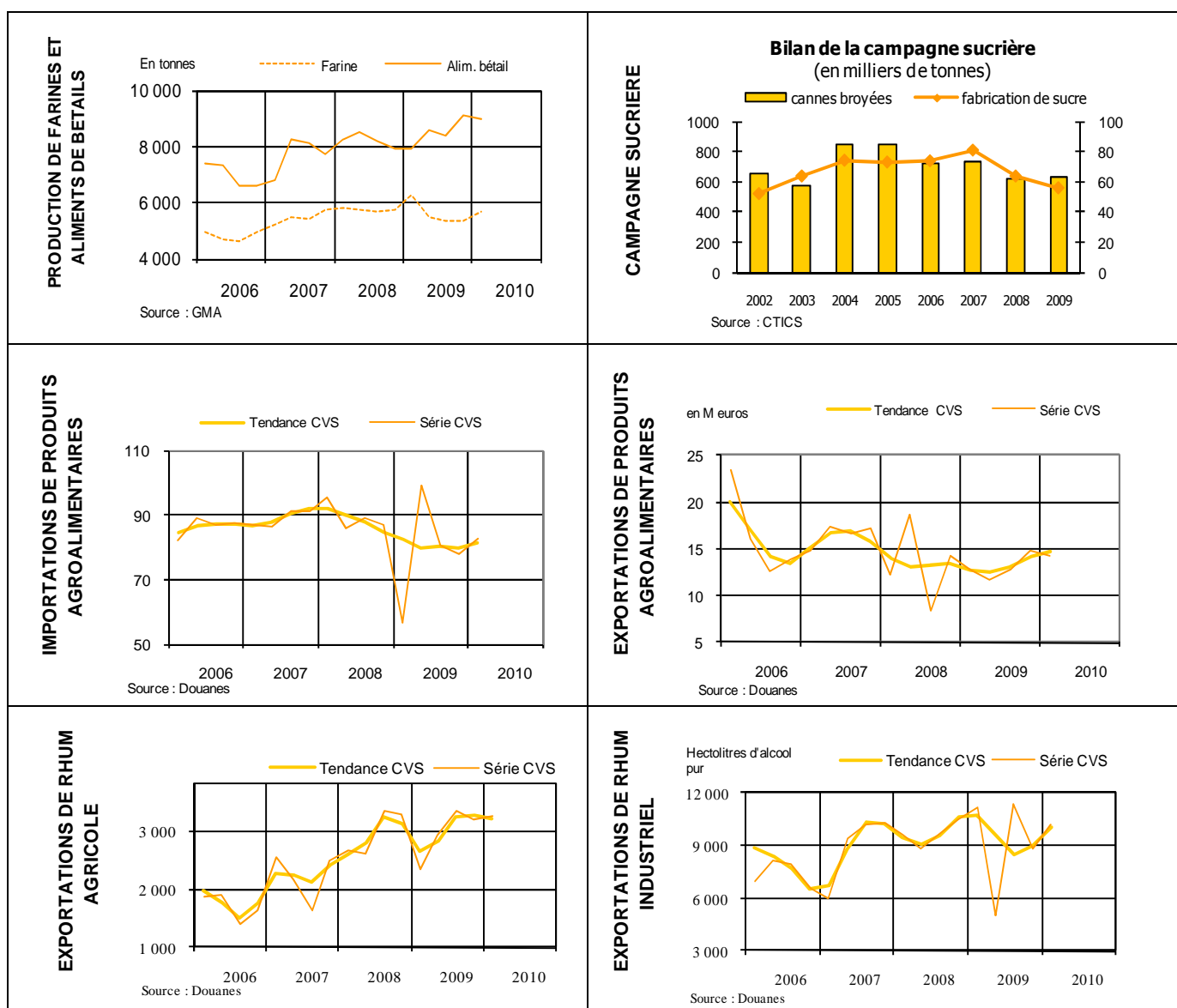


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Production de farines (Milliers de tonnes)	4 954	5 204	5 796	6 249	5 494	5 342	5 361	5 691	6,2%	5 691	-8,9%
Production d'aliments de bétail (Milliers de tonnes)	7 423	6 816	8 281	7 952	8 556	8 399	9 125	8 973	-1,7%	8 973	12,8%

Source : Grands Moulins des Antilles

Conjoncture économique



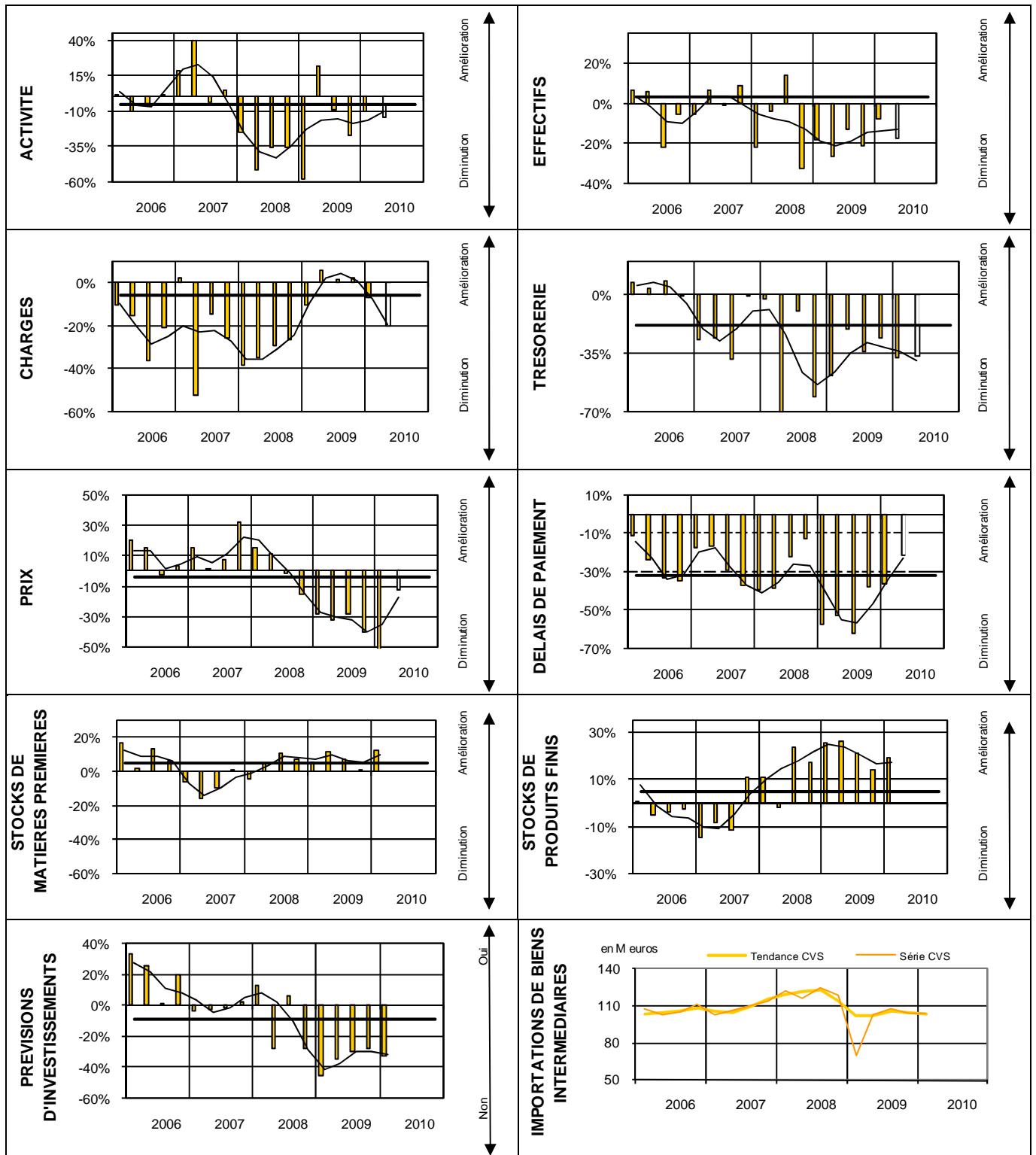
DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	2005		2006		2007		2008		2009		∑09/∑08
Cannes manipulées (Milliers de tonnes)	841,1		716,9		732,5		622,2		634,3		1,9%
Production de sucre (Milliers de tonnes)	72,8		68,7		80,2		63,5		55,6		-12,4%
Rendement industriel (en %)	8,66%		9,58%		10,95%		10,20%		8,8%		-1,4
<i>Source : Syndicat des producteurs exportateurs de sucre et de rhum</i>											
	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	∑10/∑09
Importations de produits agroalimentaires (Millions d'euros)	81	86	94	56	91	82	84	82	-1,9%	82	46,9%
Exportations de produits agroalimentaires (Millions d'euros)	13	8	6	7	21	15	9	7	-19,9%	7	7,6%
Exportations de rhum agricole (Hectolitres d'Alcool Pur)	1 695	2 354	2 395	2 002	4 111	2 254	3 450	2 670	-23%	2 670	33,4%
Exportations de rhum industriel (HAP)	8 990	7 765	11 578	13 510	7 734	9 507	5 483	12 720	132,0%	12 720	-5,8%
<i>Source : Douanes</i>											

1.1.3 Autres Industries¹

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Autres Industries » au 31 mars 2010

■ activité passée □ activité prévue — tendance de l'activité passée — Linéaire (Moyenne longue période)

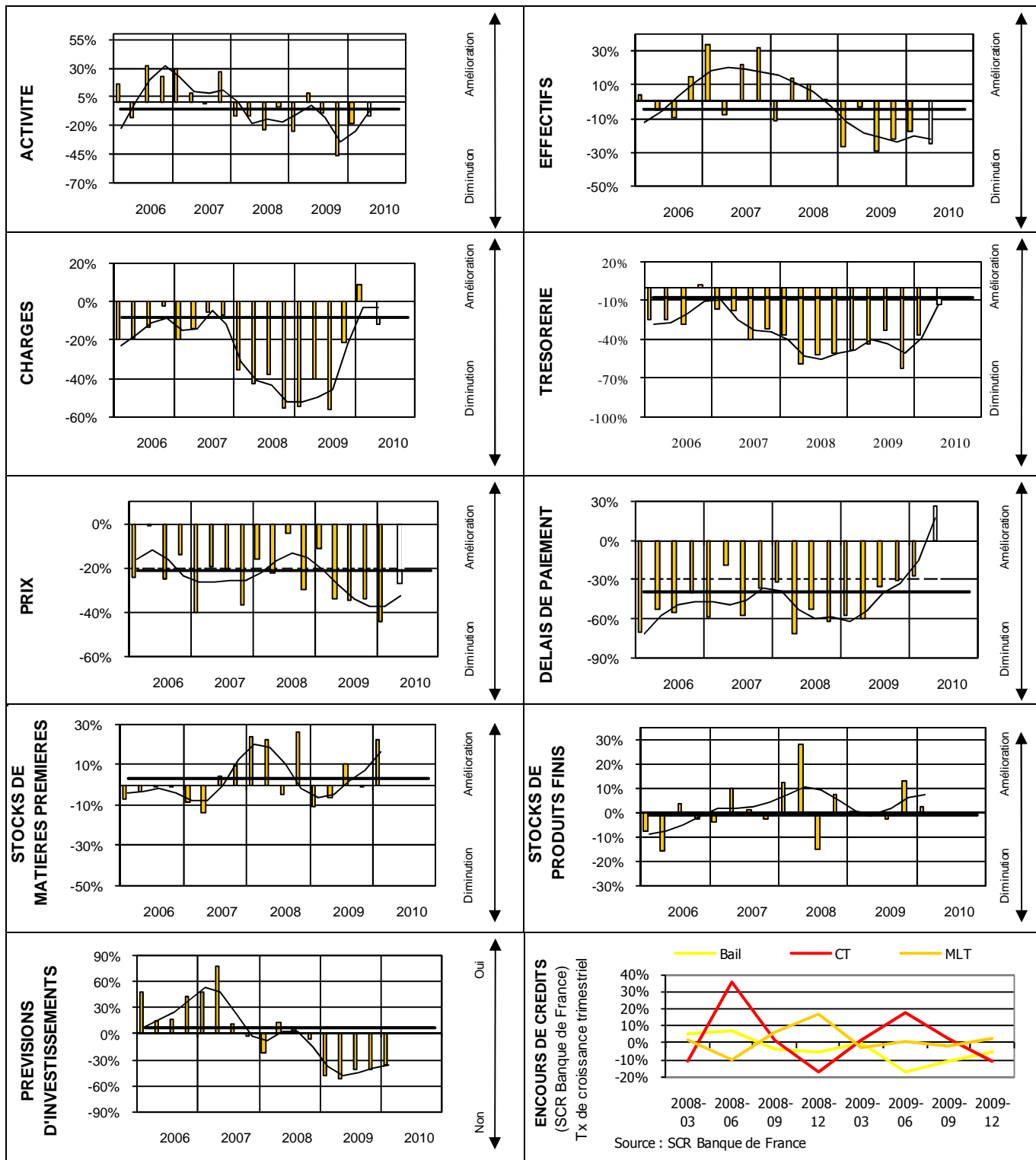


¹ Industries mécaniques, imprimeries, fabrication de menuiseries métalliques etc...

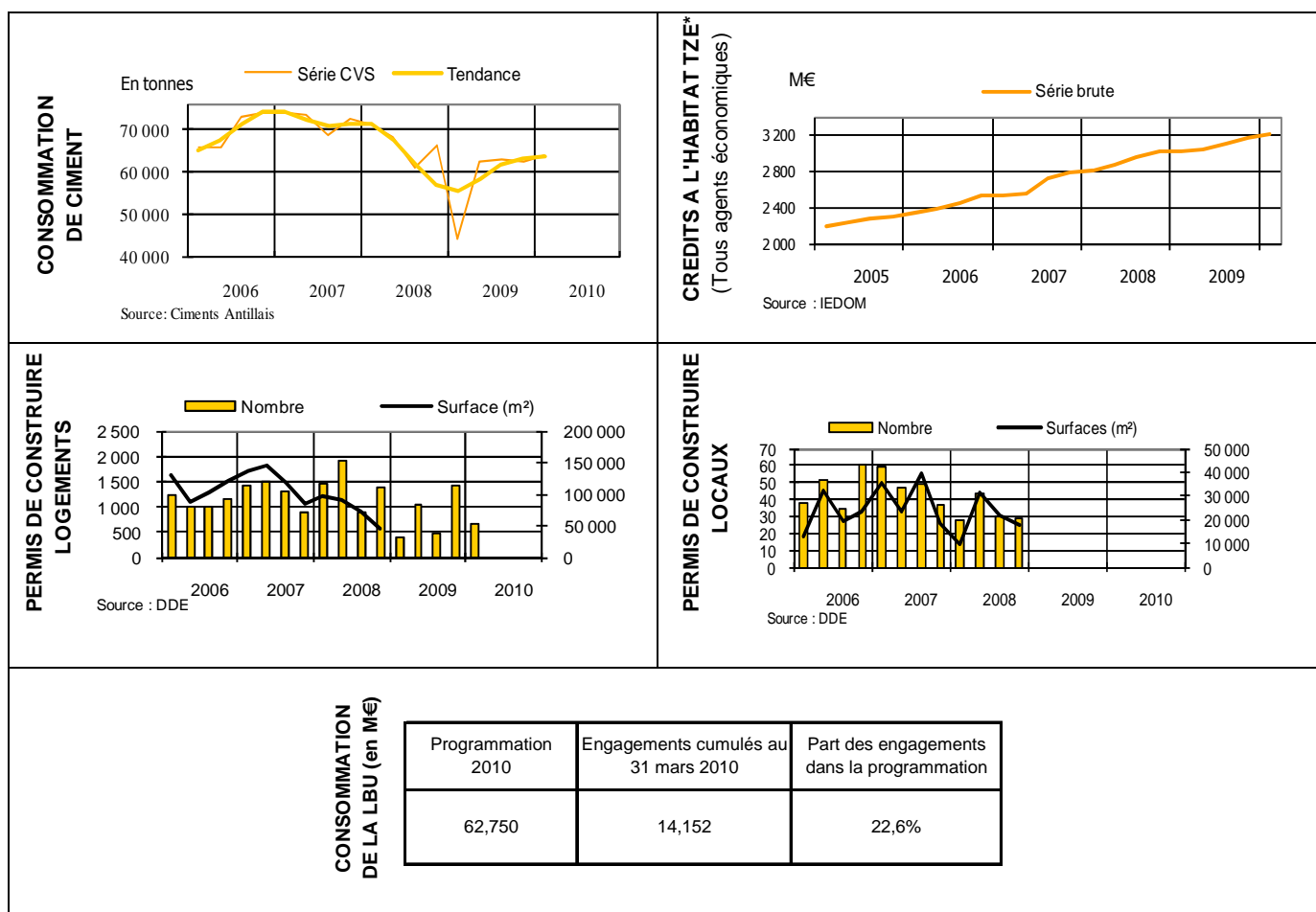
1.1.4 Bâtiment et Travaux publics

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur " Bâtiment et Travaux Publics " au 31 mars 2010

■ activité passée □ activité prévue — tendance de l'activité passée — Linéaire (Moyenne longue période)



Conjoncture économique



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

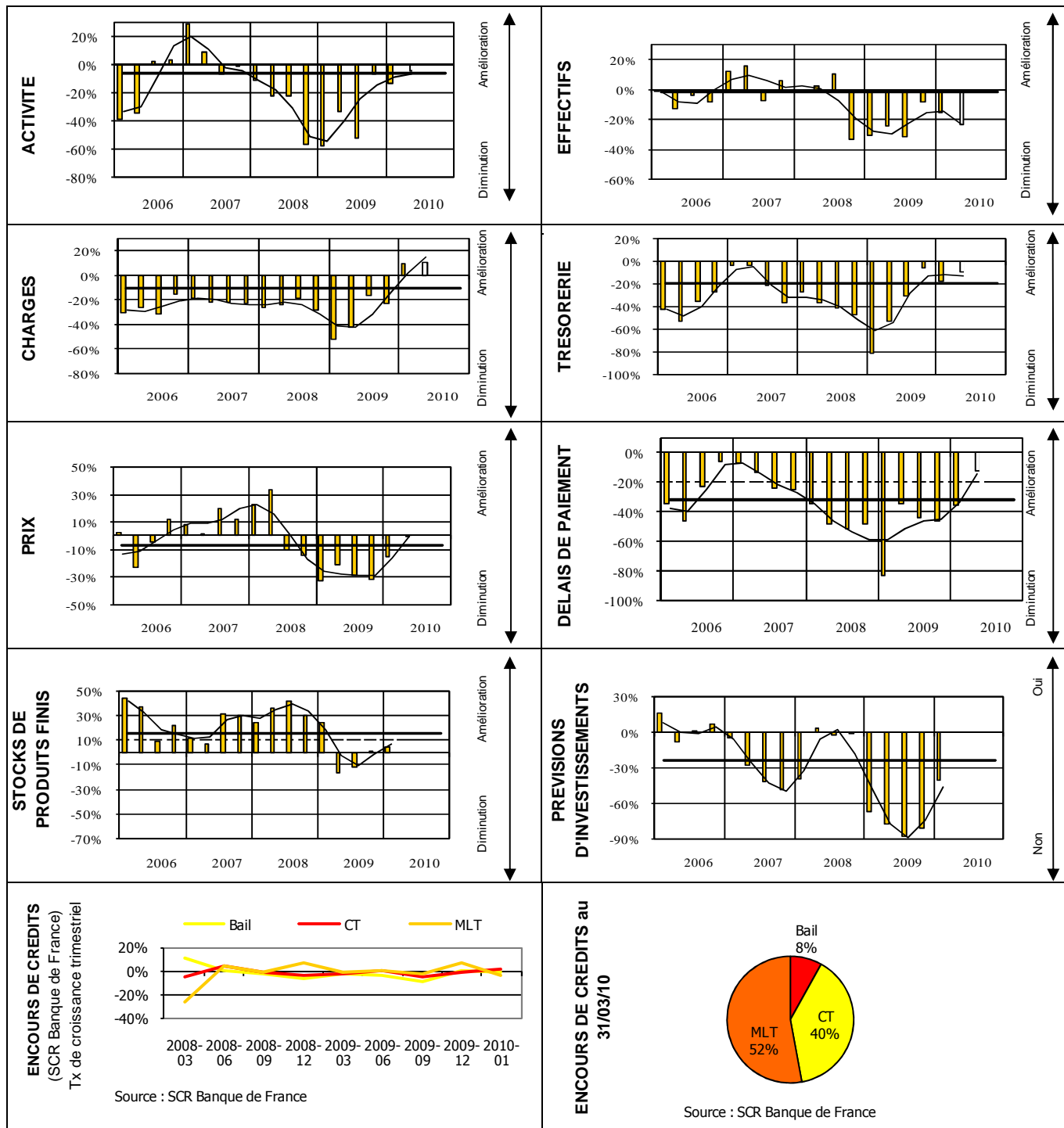
	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Attestation sur logements et locaux neufs (nombre)	1 721	1 575	1 589	1 049	1 881	1 547	1 489	1 391	-6,6%	1 391	32,6%
Permis de construire logements (nombre)	1 227	1 405	1 453	410	1 051	488	1 406	655	-53,4%	655	59,8%
Permis de construire locaux (nombre)	38	59	28	-	-	-	-	-	ND	0	ND
<i>Source : DDE</i>											
	mars 05	mars 06	mars 07	mars 08	mars 09	juin 09	sept 09	déc 09	mars 10	03-10/012-09	03-10/03-09
Consommation de la LBU (part des montants engagés, en %)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	6,0%	24%	56%	100,0%	22,6%	-77,4	16,6
<i>Source : DDE</i>											
	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Consommation de ciment (tonnes) (Iles du Nord comprises)	63 187	71 264	67 937	41 137	65 171	63 740	61 918	60 634	-2,1%	60 634	47,4%
<i>Source : Lafarges ciments antillais</i>											
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	03-10/012-09	03-10/03-09
Crédits à l'habitat TZE* attribués aux ménages, aux entreprises, aux collectivités locales (millions d'euros)	2 158	2 349	2 536	2 810	3 022	3 047	3 106	3 172	3 215	1,3%	6,4%
<i>Source : IEDOM</i>											

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

1.1.5 Le commerce

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Commerce » au 31 mars 2010

■ activité passée activité prévue — tendance de l'activité passée — Linéaire (Moyenne longue période)



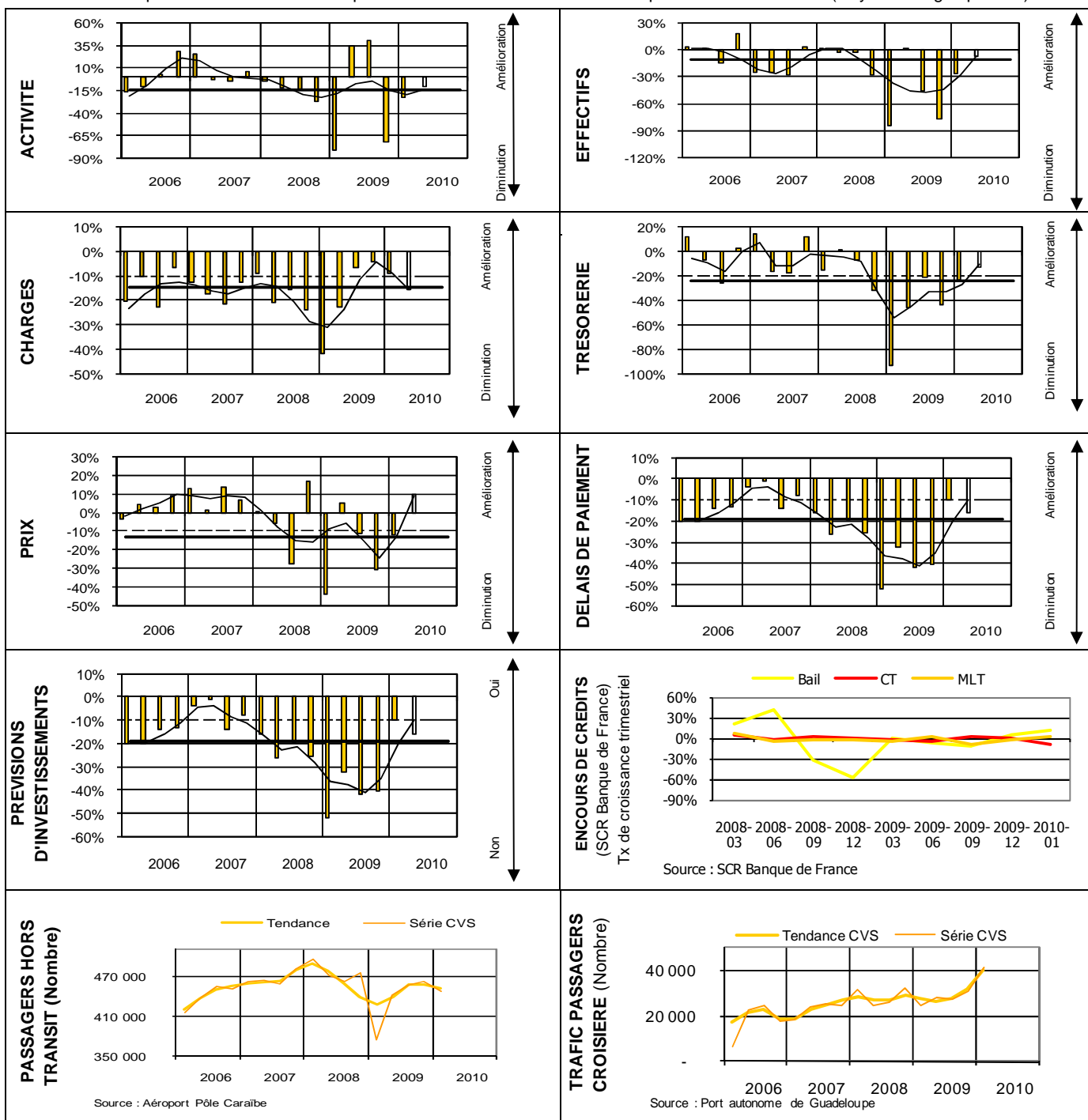
DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Immatriculations de véhicules neufs (Nombre) <i>Source : Commissariat général au Développement Durable</i>	5 531	6 224	5 156	3 349	5 577	3 345	4 605	0	-100,0%	-	#DIV/0!

1.1.6 Hôtellerie - Tourisme

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Hôtellerie et Tourisme » au 31 mars 2010

■ activité passée □ activité prévue — tendance de l'activité passée — Linéaire (Moyenne longue période)



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

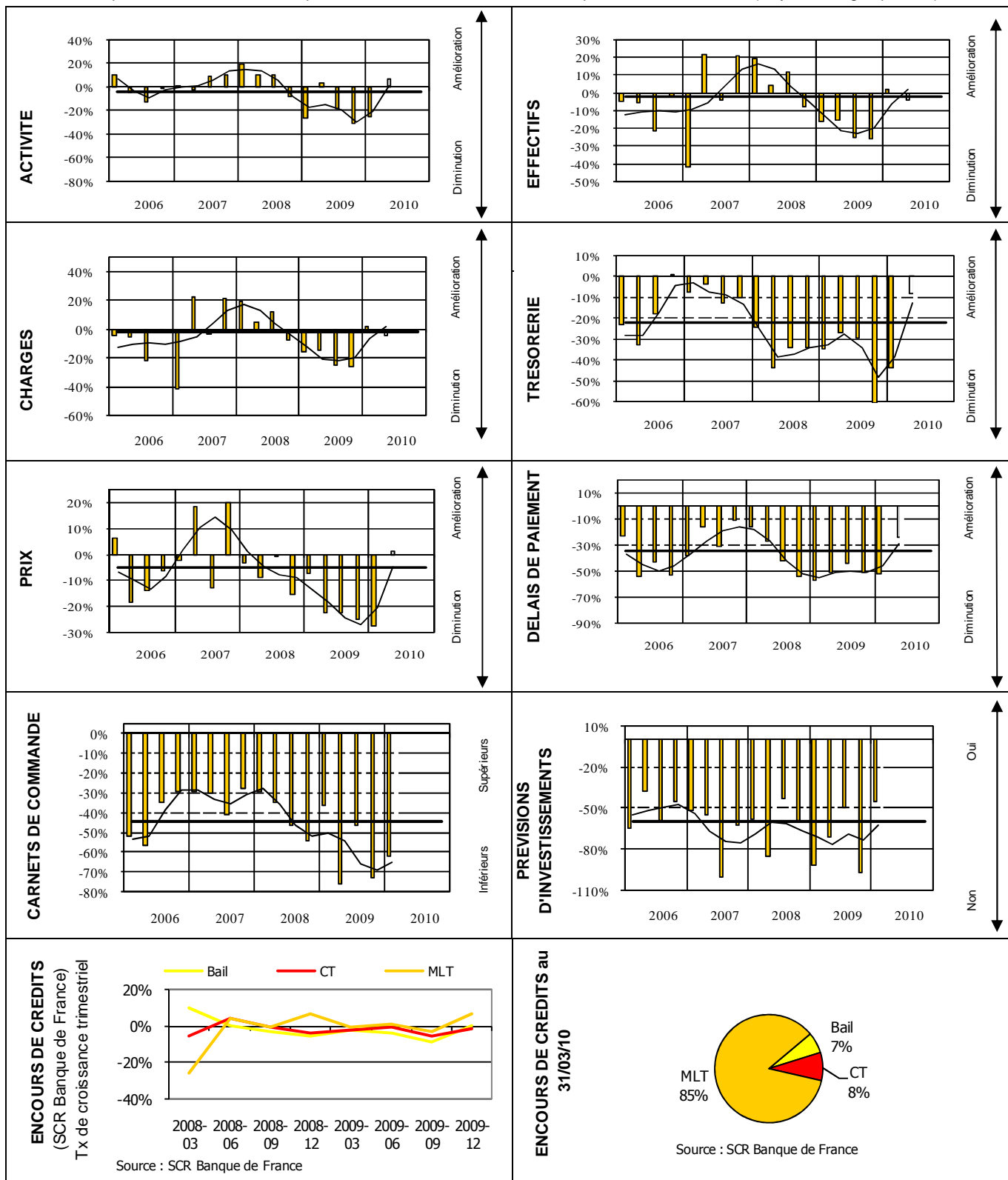
	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Trafic passagers hors transit (Nombre)	464 136	514 530	549 851	411 915	419 921	489 887	406 255	490 541	20,7%	490 541	19,1%
Trafic passagers de croisière (Nombre)	48 904	58 375	72 819	66 203	66 203	15 832	29 228	82 837	2	82 837	-28,2%

Source : Aéroport Pôle Caraïbes / PAG

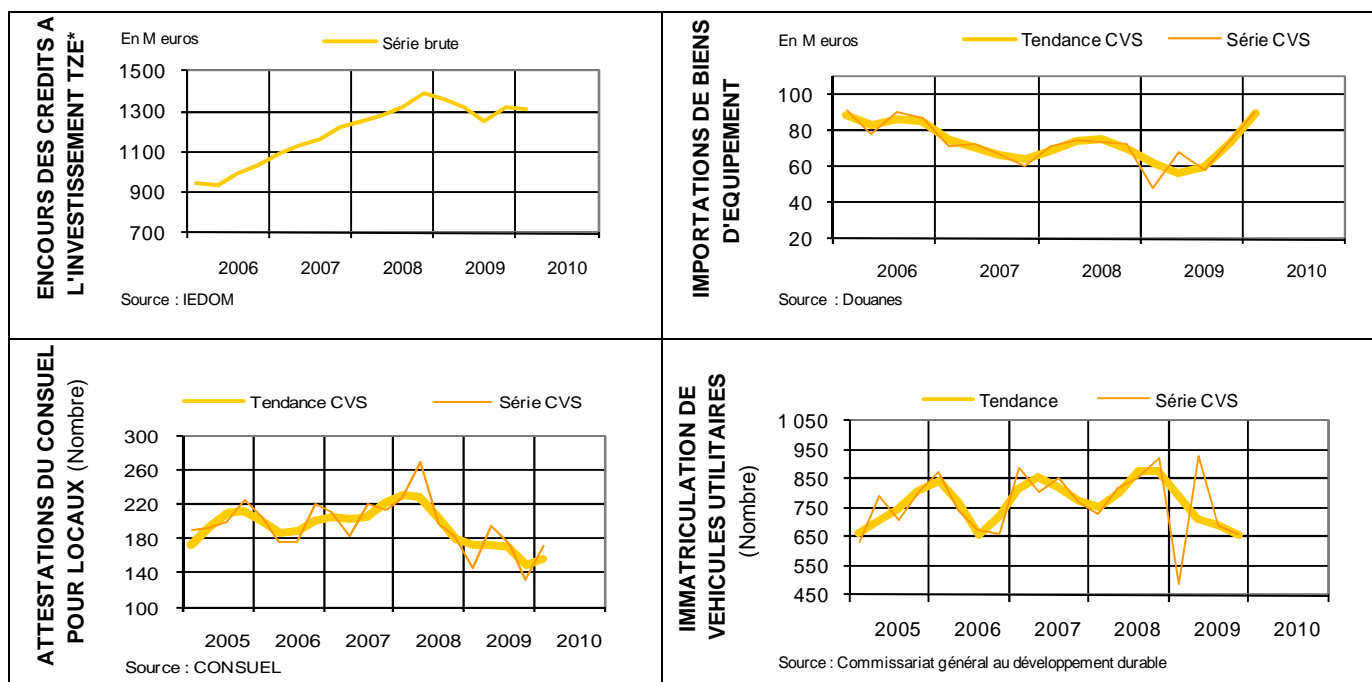
1.1.7 Services aux entreprises

Soldes d'opinions bruts des dirigeants d'entreprises du secteur des « Services aux entreprises » au 31 mars 2010

■ activité passée □ activité prévue — tendance de l'activité passée — Linéaire (Moyenne longue période)



1.2 L'investissement des entreprises

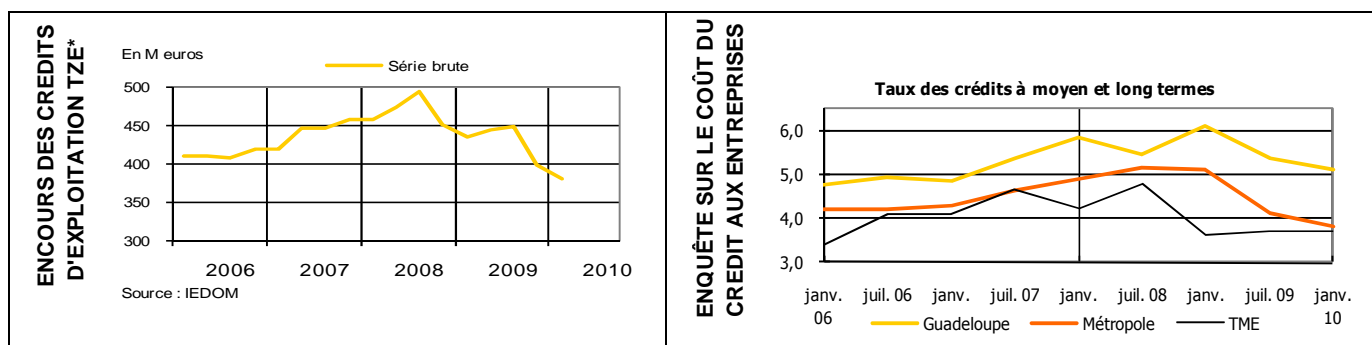


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	03-10/012-09	03-10/03-09
Encours de crédits d'investissement TZE (Millions €) Source : IEDOM	872	944	1 095	1 255	1 362	1 319	1 251	1 325	1 312	-1,0%	-3,7%
	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Importations de biens d'équipement (Millions €) Source : Douanes	94	73	71	48	56	52	96	89	-6,8%	89	86,5%
Attestations sur locaux commerciaux et industriels neufs (Nombre) Source : Consuel	183	186	198	111	204	153	174	136	-21,8%	136	22,5%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (Nombre) Source : CGDD	878	913	758	512	1 043	598	639	-	ND	-	ND

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

1.3 Les conditions de financement des entreprises

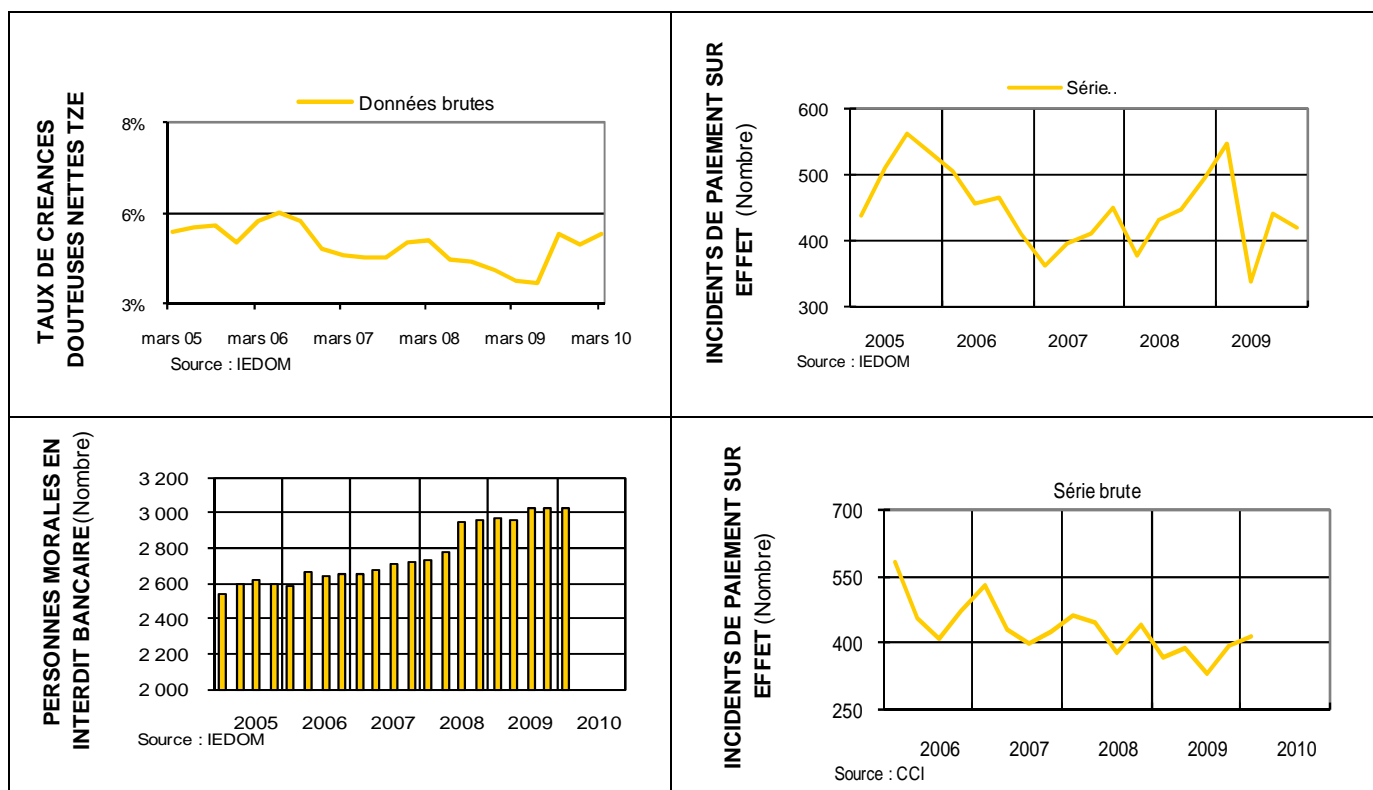


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	03-10/012-09	03-10/03-09
Encours des crédits d'exploitation TZE* (Millions €) Source : IEDOM	380	408	418	457	434	443	448	397	381	-4,1%	-12,2%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

1.4 La vulnérabilité des entreprises



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

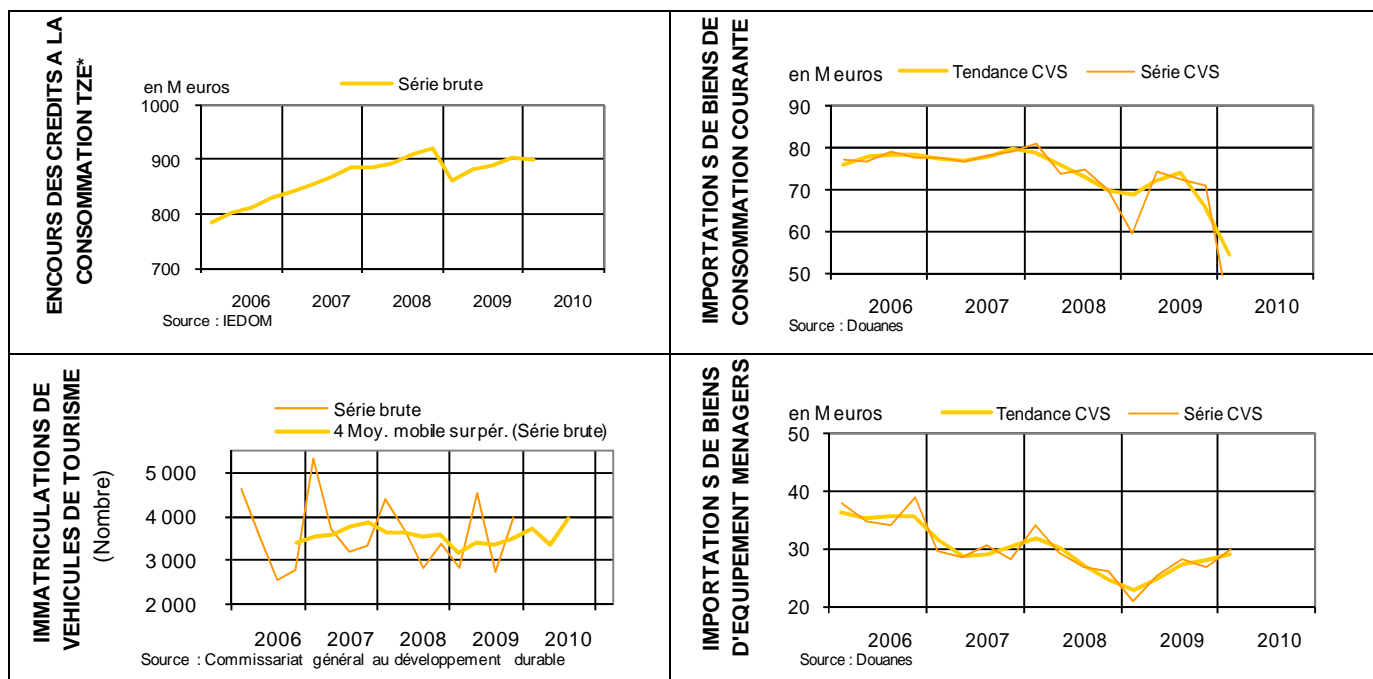
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin 09	sept 09	déc 09	mars 10	03-10/012-09	03-10/03-09
Taux de créances douteuses nettes TZE* Source : IEDOM	5,0%	5,3%	4,3%	4,7%	3,6%	3,6%	4,9%	4,6%	4,9%	0,3	1,3
	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Incidents de paiement sur effet totaux **(en nombre) Source : IEDOM	504	360	378	547	338	439	419	367	-12,4%	367	-32,9%
Radiations d'entreprises (Nombre) Source : CCI	581	527	460	366	390	329	391	414	5,9%	414	13,1%
Personnes morales en interdit bancaire (Nombre) Source : IEDOM	2 538	2 584	2 647	2 733	2 973	2 953	3 023	3 019	3 027	0,3%	1,8%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

** Les incidents de paiement sur effet totaux comprennent les incidents pour insuffisance de provision et pour contestation de créances.

2. Les ménages

2.1 La consommation des ménages

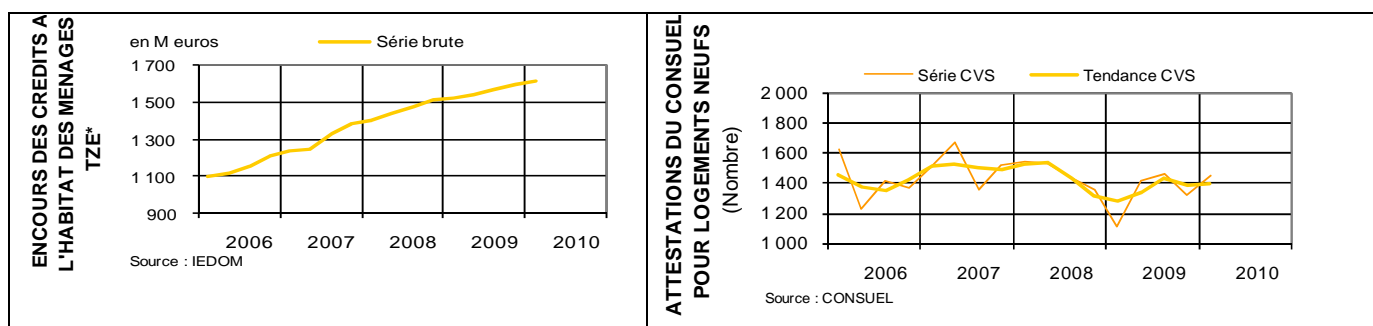


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	03-10/012-09	03-10/03-09
Encours de crédits à la consommation TZE* (Millions d'euros) <i>Source : IEDOM</i>	742	783	840	886	861	882	888	903	901	-0,3%	4,7%
	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Importations de biens de consommation (Millions d'euros) <i>Source : Douanes</i>	74	73	75	54	77	73	74	38	-49,4%	38	-30,8%
Immatriculations de véhicules de tourisme neufs (Nombre) <i>Source : Commissariat général au développement durable</i>	4 653	5 311	4 398	2 837	4 534	2 747	3 966	-	ND	-	ND

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

2.2 L'investissement des ménages

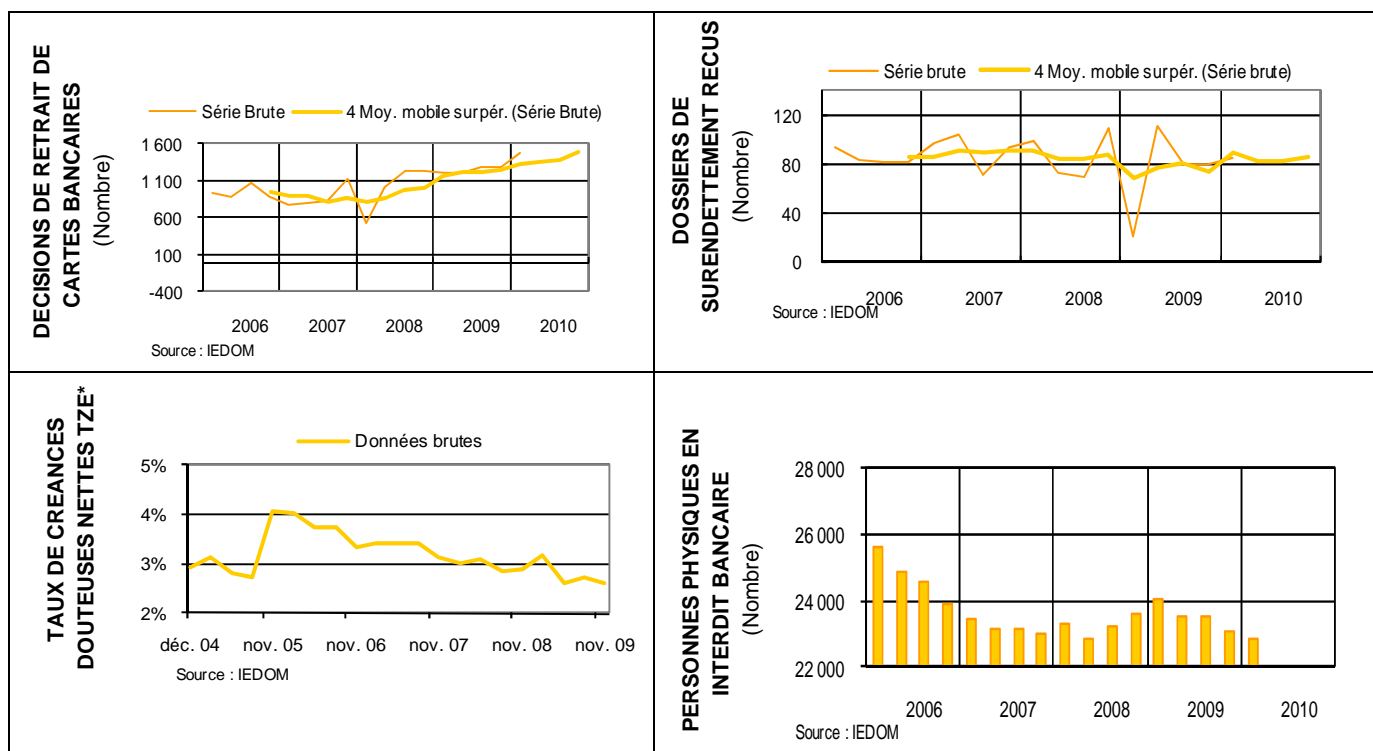


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	03-10/012-09	03-10/03-09
Encours de crédits à l'habitat TZE* (Millions d'euros) <i>Source : IEDOM</i>	1021	1097	1238	1402	1520	1540	1562	1592	1611	1,2%	5,9%
	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Attestation sur logements neufs (nombre) <i>Source : Consuel</i>	1538	1389	1391	938	1677	1394	1315	1255	-4,6%	1255	33,8%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

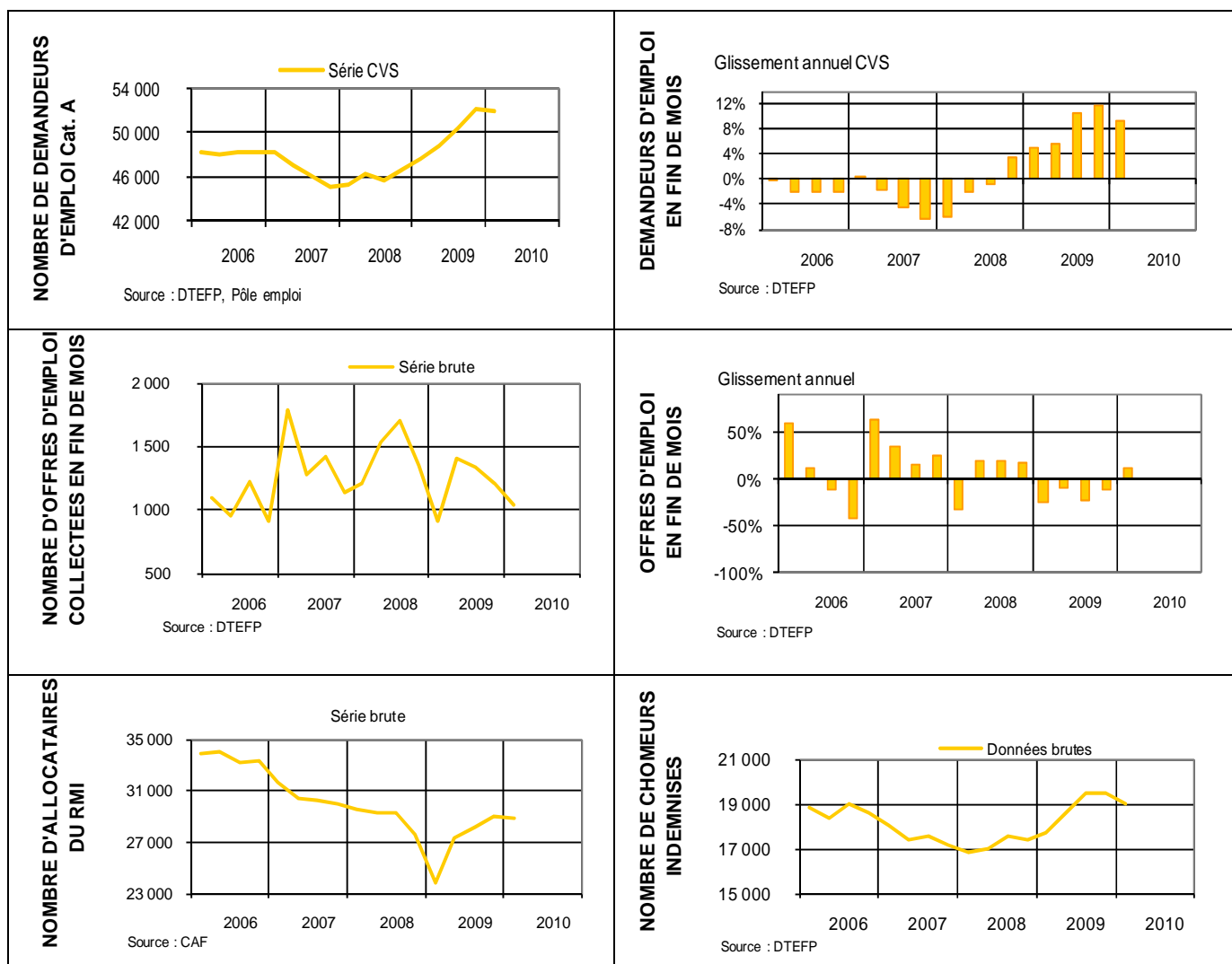
2.3 La vulnérabilité des ménages



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	03-10/012-09	03-10/03-09
Taux de créances douteuses nettes (%)	2,9%	4,0%	3,3%	3,2%	2,9%	3,2%	2,6%	2,7%	2,6%	-0,1	-0,3
Source : IEDOM											
	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	∑10/∑09
Dossiers reçus à la commission de surendettement (Nombre)**	94	97	98	21	111	80	80	85	6,3%	85	304,8%
Décisions de retrait de cartes bancaires (Nombre)	944	783	523	1192	1194	1287	1290	1481	14,8%	1481	24,2%
Source : IEDOM											
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	03-10/012-09	03-10/03-09
Personnes physiques en interdit bancaire (Nombre)	26 722	25 609	23 415	23 282	24 016	23 516	23 512	23 085	22 824	-1,1%	-5,0%
Source : IEDOM											

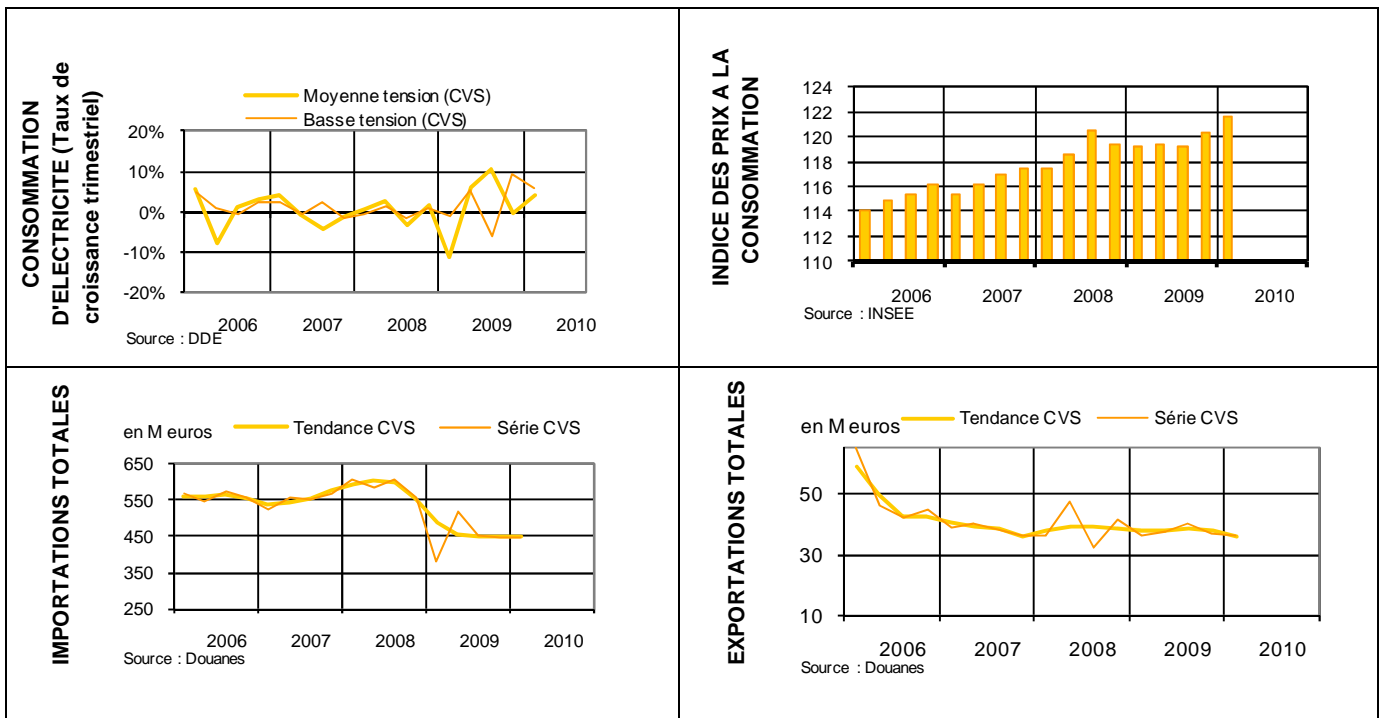
3. Les indicateurs macro-économiques



DONNEES CHIFFREES

	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	03-10/012-09	03-10/03-09
Demandeurs d'emploi Cat. A (CVS)	48 230	48 190	48 210	45 310	47 540	48 690	50 390	52 010	51 890	-0,2%	9,2%
Offres d'emploi en fin de mois collectées par Pôle emploi (données brutes)	679	1 091	1 787	1 209	916	1 400	1 333	1 210	1 033	-14,6%	12,8%
Nombre de chômeurs indemnisés (données brutes)	19 785	18 803	18 036	16 865	17 719	18 561	19 500	19 494	19 014	-2,5%	7,3%
Source : DTEFP, Pôle emploi											
Nombre d'allocataires du RMI en données brutes	31 575	33 869	31 695	29 594	23 842	27 320	28 178	28 994	28 893	-0,3%	21,2%
Source : CAF											

Conjoncture économique



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Consommation d'électricité moyenne tension (GWh)	109	110	104	93	114	117	113	113	0,5%	113	22,2%
Consommation d'électricité basse tension (GWh)	270	283	282	282	327	308	334	324	-2,8%	324	15,2%
Consommation totale d'électricité (GWh)	384	393	386	374	441	425	446	438	-2,0%	438	16,9%
<i>Source : EDF</i>											
Importations totales (M€)	553	508	578	360	479	455	507	421	-16,9%	421	16,9%
Exportations totales (M€)	54	31	28	27	53	42	31	27	-13,2%	27	-1,1%
<i>Source : Douanes</i>											
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	03-10/012-09	03-10/03-09
Indice des prix à la consommation	111,0	114,1	115,3	117,5	119,2	119,3	119,2	120,4	121,7	1,1%	2,1%
<i>Source : INSEE</i>											

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Charles APANON

Guy DELAMAIRE

Claire LEMOINE

Mickaella MOLOZA

Eric MORIAME

Dora VANOUKIA

IEDOM

Parc d'activité la providence – ZAC de Dothémare – 97139 Les Abymes

Téléphone : 0590.93.74.00 – télécopie : 0590.93.74.25

Site Internet de l'iedom : www.iedom.fr

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Parc d'activités La Providence-ZAC de Dothémare - 97139 Les Abymes

Directeur de la publication : Y. BARROUX

Responsable de la rédaction : C. APANON

Editeur : IEDOM

Achevée d'imprimé juin 2010

Dépôt légal : juin 2010 - n° ISSN : 0296 – 3116